

KOWEÏT

État du Koweït

CAPITALE : Koweït

SUPERFICIE : 17 818 km²

POPULATION : 1 809 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Sheikh Jaber al Ahmed al Sabah

CHEF DU GOUVERNEMENT : Sheikh Saad al Abdullah al Salem al Sabah

LANGUE OFFICIELLE : arabe

PEINE DE MORT : maintenue

KOWEÏT

Des dizaines de prisonniers politiques, parmi lesquels figuraient des prisonniers d'opinion, condamnés depuis 1991 à l'issue de procès inéquitables ont été maintenus en détention. On ignorait toujours le sort de plus de 70 personnes « disparues » en détention en 1991. Douze personnes au moins ont été condamnées à mort. Le rédacteur en chef du quotidien *Al Qabas* (Les Braises) et un professeur de sciences politiques ont été condamnés pour insulte à l'islam à l'issue de deux procès distincts.

Contexte

L'émir, Sheikh Jaber al Ahmed al Sabah, a dissous le Parlement en mai en arguant du manque de coopération entre les députés et le gouvernement. De nouvelles élections à l'Assemblée nationale ont eu lieu en juillet. L'émir a promulgué un décret prévoyant, sous réserve de sa ratification par le nouveau Parlement, que les femmes seraient autorisées à voter et à faire acte de candidature pour les élections municipales et législatives de 2003. Le Parlement a toutefois rejeté ce décret en novembre à une faible majorité. Des députés ont introduit par la suite une proposition de loi prévoyant d'accorder le droit de vote aux femmes, qui a également été rejetée par le Parlement en décembre, à une faible majorité.

Historique des violations des droits humains

La plupart des violations des droits fondamentaux ont été commises pendant la période où la loi martiale était en vigueur, après le retrait des forces irakiennes du Koweït en février 1991. Bien qu'il ait pris des initiatives positives en introduisant une série de réformes relatives au régime politique et aux droits humains, le gouvernement n'a pas remédié à un grand nombre de ces violations, notamment le maintien en détention de prisonniers d'opinion, les exécutions extrajudiciaires, les « disparitions » non élucidées ainsi que l'emprisonnement de personnes pour des motifs politiques à l'issue de procès manifestement inéquitables devant la Cour de loi martiale et la Cour de sûreté de l'État. Les huit derniers prisonniers politiques de nationalité jordanienne, dont quatre au moins étaient des prisonniers d'opinion, ont été élargis à la faveur d'une amnistie proclamée par l'émir au mois de février. Une trentaine d'autres prisonniers politiques, de nationalité jordanienne pour la plupart, avaient été libérés après avoir été amnistiés au cours des trois années précédentes. Des dizaines d'hommes et de femmes ressortissants d'autres pays, qui avaient eux aussi été condamnés pour « *collaboration* » avec les forces irakiennes, étaient toutefois maintenus en détention. Khalaf Alwan al Maliki, ressortissant irakien qui vivait au Koweït depuis 1950, est mort en détention au mois de février.

Les *bidun* (apatrides)

Différentes commissions ont continué de discuter du statut des membres de la communauté *bidun*. Le gouvernement a annoncé en juin que, pour obtenir la nationalité koweïtienne, les *bidun* devaient avoir été enregistrés lors du recensement de 1965. Après avoir examiné le rapport soumis par le Koweït, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale s'est déclaré préoccupé par le fait que le gouvernement koweïtien, en dépit de ses efforts, n'ait pas trouvé de solution aux problèmes des *bidun*, dont la majorité étaient toujours apatrides.

Liberté d'expression

En janvier, une cour d'appel a annulé la condamnation à six mois d'emprisonnement prononcée par un tribunal de première instance contre Muhammad Jassim al Sabah, rédacteur en chef du journal *Al Qabas*, pour avoir

tenus au cours d'une conférence par le secrétaire général d'un mouvement islamiste, lequel avait critiqué la décision de l'émir d'accorder aux femmes koweïtiennes leurs droits politiques ».

La sentence qui devait être rendue au mois de décembre à l'issue du procès d'Alia Shuaib et de Laila al Othman, deux femmes écrivains accusées respectivement d'insulte à l'islam et d'atteinte à la morale publique, a été reportée jusqu'en janvier 2000. Un groupe de quatre hommes avait intenté une procédure au début de 1997 à l'encontre de ces deux Koweïtiennes en affirmant que leurs livres favorisaient la décadence morale et étaient contraires aux traditions de l'islam. L'éditeur, Yahya Rubiyan, a été accusé d'avoir imprimé et diffusé des ouvrages qui portaient atteinte à la morale publique.

Rapatriement forcé et risques de torture

En janvier, les forces de sécurité ont arrêté un groupe de 25 hommes arabes résidant au Koweït qui ont été accusés d'« *actes subversifs en vue de porter atteinte à la sécurité et à la stabilité du Koweït* ». Quelques jours plus tard, 15 Égyptiens ont été renvoyés contre leur gré dans leur pays, où ils ont été placés en détention au secret par le Service des renseignements de la sûreté de l'État. Ces hommes, qui risquaient d'être torturés, auraient été interrogés à propos de leur appartenance présumée à une organisation islamiste interdite. Quatre d'entre eux – Ahmad Hassan Badia, Magdi Fahmi, Youssri Hamad et Muhammad Farag –, qui vivaient au Koweït avec leur famille depuis plusieurs années, ont été transférés en avril dans une prison proche du Caire ; les 11 autres ont été remis en liberté.

Peine de mort

Au moins 12 personnes, dont une femme, ont été condamnées à mort après avoir été reconnues coupables de meurtre et d'infractions à la législation sur les stupéfiants. Aucune exécution n'a été signalée.